

firmées par la considération réelle que ceux qui les font accordent en temps ordinaires au cultivateur. Or, la meilleure preuve qu'on pourra fournir que l'on considère réellement l'agriculture comme un art et une science d'une grande importance pour la société, c'est de lui donner rang parmi les autres arts, les autres sciences, d'en faire l'objet des mêmes attentions dans les cours universitaires, et au point de vue des études à faire, et au point de vue des degrés à obtenir par ceux qui les font.

Le problème d'économie sociale qui vient de faire l'objet de cette étude a été discuté avec des arguments que, évidemment, l'on croit concluants puisque l'on a cru devoir s'en servir. Il est certain que bon nombre de personnes partagent les opinions qui ont été émises à ce sujet. Il se peut que beaucoup d'autres ne les partagent pas. En tout cas, le problème existe, le mal que son défaut de solution cause augmente d'année en année. Le dernier recensement de la Puissance donne comme indication de la vérité de cette assertion le fait que la population rurale du Canada qui représentait en 1891, 71.3 pour cent, ne représente en 1901 que 62.3 de la population totale, soit une diminution de 9 pour cent, en 10 ans. Il importe donc de travailler à enrayer ce mal. La solution proposée semble propre à ce faire. Si elle ne l'est pas, qu'on étudie et qu'on en propose une ou plusieurs autres; mais, que ceux qui ont à cœur notre prospérité nationale s'occupent de la question, car elle est certainement d'un intérêt vital pour notre province.

Il ne reste plus qu'à souhaiter que, si la solution qui est ici proposée à ce difficile problème d'économie sociale semble bonne, il se trouve un ou quelques généreux donateurs, parmi les riches rois de la finance canadienne-française qui, à l'instar des millionnaires anglais dont la munificence apporte, chaque année, des dons royaux à nos universités anglaises, pensent à doter notre grande uni-